

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Rejet-des-pressions-des-proprietaires-d-EDENOR-filiale-de-l-entreprise-publique-francaise-EDF>

Rejet des pressions des propriétaires d'EDENOR, filiale de l'entreprise publique française EDF

- Argentine - Économie - Privatisées - Services Publics : eau, électricité, ordures, etc -
Date de mise en ligne : jeudi 23 octobre 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La tension monte et la polémique éclate. Le président de l' Argentine a signalé qu'il ne négociera pas "sous pression avec personne", en réponse à la menace à peine voilée qu'il y aura des coupures de courant cet été (austral) si on ne donne pas satisfaction à la demande d'augmentation de tarifs. Le conflit avec les compagnies électriques monte d'un ton. Pour que le système de fabrication et de distribution d'énergie ne s'écroule pas, les entreprises considèrent qu'il est nécessaire de le soutenir avec des augmentations de tarifs.

La tension monte et la polémique éclate

Le président Néstor Kirchner a signalé aux entreprises privatisées de services publics qu'il ne négociera pas "sous pression, avec personne", en coupant court aux menaces à peine voilées des directeurs des distributeurs électriques sur la possibilité d'interruption du service l'été prochain devant le refus de négocier une augmentation de tarifs. "Qu'ils sachent qu'ils peuvent serrer tout ce qu'ils veulent, mais aussi qu'il y a un président qui est disposé à faire ce qu'il doit faire. Je ne négocie pas sous pression avec personne, et encore moins dans ces conditions et circonstances", a déclaré Kirchner. Dans un bref contact avec la presse, le chef de l'État a affirmé que "si ces groupes croient que le chemin est celui de la pression, qu'ils vont pouvoir réussir en faisant pression, avec moi ils se sont trompés".

Depuis Paris, Gérard Creuzet, directeur général d'Electricité de France (EDF), principal actionnaire d'Edenor, s'est plaint parce que l'État argentin "les a obligés à assumer des pertes pour 300 millions de dollars" et a indiqué une recomposition tarifaire comme un palliatif à une telle situation. Presque au même moment, José María Gentilhomme, manager de l'Espagnol Endesa et directeur général d'Edesur, alertait sur les risques d'approvisionnement du système électrique, dont l'origine est le ralentissement des investissements nécessaires pour garantir sa bonne performance.

"Il est temps que les argentins, tous ensemble, nous prenions conscience de comment certains groupes se comportent", a alerté Kirchner. Quand lui on a demandé s'il considérait que les avertissements lancés depuis Paris par le directeur d'EDF constituaient une pression de la part de la compagnie, le Président a répondu que "je peux penser beaucoup de choses, parce que la vérité est qu'en voyant le déroulement de cette histoire, je crois que (ces entreprises) ont très peu de crédibilité". Le chef d'État a remarqué que "je m'aimerais entendre d'abord quel est l'investissement que font en ce moment ces entreprises pour maintenir le service".

Le directeur de Communications d'Edenor, Alberto Lippi, a répondu dans une entrevue expliquant qu'en 2001 le concessionnaire a investi 135 millions de dollars "en entretien" et en 2002, "par des problèmes de trésorerie, parce que le tarif continue à être pesifié et gelé, le concessionnaire a investi 54 millions, mais de pesos". Le porte-parole d'Edenor a exprimé qu'en 2003 le distributeur investit quelque 80 millions de pesos, quantité qui selon l'entreprise est "moins d'un tiers" de ce qui devrait être destiné à l'entretien des équipements et des installations. Selon ses calculs, le secteur électrique dans son ensemble - génération, transport et distribution - requiert "au tour de 1000 millions de dollars annuels d'investissement pour des tâches d'entretien".

"La trésorerie n'est pas suffisante et les banques ne prêtent pas", a-t-il justifié, avant de se plaindre que "à l'heure actuelle, les entreprises de services publics, nous sommes sur le devant de la scène". Celui-ci paraît avoir été le lieu choisi par Creuzet, qui a lancé la provocation depuis la France devant un contingent de journalistes qui ont voyagé comme invités par Edenor.

Bien qu'ils admettent qu'après la dévaluation, leurs plans d'investissements ont été réduits à un tiers, tant Edenor

qu'Edesur, assurent que le noeud du possible malheur, en réalité, est dehors : dans la fabrication et dans le transport. Mais comme ils sont dans le dernier maillon de la chaîne, les distributeurs sont ceux qui font face à toute éventualité, et devraient supporter le coût politique d'une coupure du courant et, d'après leur porte-parole, ont préféré alerter maintenant sur ces risques.

"Je ne sais pas pourquoi ils prennent ceci comme de la pression : ils diabolisent le système ", se plaignait le porte-parole d'Edenor hier devant Página/12. " Il n'y a ni pression ni menace. Seulement l'avis que dans un an et demi nous ne pourrions pas accompagner le rythme de croissance qu'a actuellement la demande ", assure le fonctionnaire local. Seulement en septembre dernier, la demande d'énergie a monté de 10.4% par rapport au même mois de l'année antérieure, tendance qui, si elle est consolidée, exigerait du système électrique plus que ce qu'il peut.

À travers un communiqué conjoint toutes les entreprises du secteur électrique, ont réitéré il y a quelques jours la demande qu'elles ont déjà effectué au sein de la commission de renégociation et dans autant de réunions qu'elles ont eu l'occasion d'avoir avec le Gouvernement. Parce que le prix ne s'avère pas rentable et qu'ils ne considèrent pas encourageantes les normes de l'activité, les fabricants (principalement responsables d'usines thermiques) ont suspendu encore une grande partie de leurs investissements en 1998 et n'ont pas encore décidé de les reprendre, sachant que ce type de travaux doit être prévus avec deux ou trois années d'anticipation. Quelque chose de semblable se produit avec le système de transport, dont la capacité limitée n'a pas été développée et qui aujourd'hui travaille à la limite de la rupture. Dans ce cas aussi, il est difficile d'improviser des plans d'urgence, il y a certain risque de crise.

Demandes d'explication

La Commission de Défense du Consommateur de la Chambre de Députés analyserait aujourd'hui le fait d'auditionner la semaine prochaine des représentants des entreprises privatisées pour qu'ils expliquent l'origine des coupures d'électricité et d'eau qui se sont produites ces derniers jours. Jorge Bucco, déléguée justicialiste qui préside ce corps, a prévenu certains de ses pairs que le sujet serait traité dans la réunion de cet après-midi. Quelques législateurs l'avaient préalablement réclamé. Ça a été le cas du socialiste Héctor Polino, qui a exigé "une recherche rapide sur l'origine des faits et, en cas d'acte intentionnel des entreprises, il devra être procédé sans plus attendre à la résiliation du contrat et l'annulation de la concession".

COMMENTAIRE de El Correo : Pour le nouvel Ambassadeur des Etats Unis à Buenos Aires, Lino Gutierrez, conspirateur de grand talent, cette situation est le terrain idéal pour prendre la tête d'une de ses célèbres conspirations putschistes. Bien qu'il n'en fut pas l'auteur, la situation ressemble actuelle à celle qui a mis fin au gouvernement d'Allende le 11 septembre 1973. Les français et les espagnols qui sont aussi experts dans la matière, peuvent combiner leurs intérêts et efforts avec les Etats-Unis pour tuer dans l'oeuf l'émancipation latino-américaine, que représentent Lula, Chavez, Kirchner, Morales, et les autres qui suivront dans les années à venir, comme l'Uruguay, le Chili ou le Mexique.

Par Pagina 12, 21 octobre 2003

Traduction pour El Correo : Carlos et Estelle Debiasi